

Perspectives économiques 2015 - 2016¹

Service d'analyse économique de l'IRES

Ralentissement temporaire de la reprise mondiale en début d'année

Fragile en début d'année, la conjoncture économique de la Belgique s'est renforcée progressivement au cours du 1er semestre. Cette tendance devrait se poursuivre à l'avenir. La dépréciation de la monnaie européenne, la baisse du prix du pétrole, le maintien d'une politique monétaire très accommodante par la BCE, l'amélioration des perspectives économiques de la zone euro et un regain d'optimisme des ménages et des entreprises sont autant de facteurs qui devraient contribuer à relever le niveau de la croissance économique sur la période de projection. Encore modeste en 2015, à seulement 1,2 %, la croissance du PIB belge en volume devrait s'élever à 1,9 % en 2016.

La reprise économique mondiale a marqué le pas en début d'année. La production industrielle mondiale, qui avait crû à un rythme trimestriel soutenu (+ 1 %) au dernier trimestre 2014, n'a en effet augmenté que de 0,3 % au 1er trimestre 2015. Ce ralentissement a été observé dans les pays les plus avancés (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent) mais il fut davantage marqué dans les pays émergents (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Le volume des échanges internationaux de marchandises a également fortement ralenti au 1er trimestre, au point d'accuser un recul très net (- 1,7 % par rapport au trimestre précédent). Cette contre-performance est due à une forte contraction des importations de marchandises des pays émergents (- 4,7 % par rapport au trimestre précédent) alors que les importations de marchandises des pays les plus avancés ont en revanche augmenté de façon significative, à un rythme légèrement plus soutenu (+ 1,4 % par rapport au trimestre précédent) que celui enregistré fin 2014.

La faiblesse de l'activité économique mondiale au 1er trimestre a pour toile de fond des différences de performance économique parfois importantes entre les principales zones économiques. Concernant les pays les plus avancés, la croissance économique fut négative aux Etats-Unis au 1er trimestre (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent), le recul de l'activité américaine étant la conséquence d'un affaiblissement de la demande extérieure comme de la demande intérieure. La consommation des ménages américains a ainsi progressé à son rythme le plus faible depuis un an (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent) et l'investissement des entreprises a enregistré son premier recul depuis 16 trimestres (- 0,7 % par

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de juillet 2015 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/en-283724.html>

Résumé des prévisions pour la Belgique

- L'économie belge devrait croître de 1,2 % en 2015 et 1,9 % en 2016.
- L'emploi devrait augmenter, en termes nets, de 22.600 unités en 2015 et 45.400 unités en 2016.
- Le nombre de chômeurs diminuerait de 11.900 unités en 2015 et 14.600 unités en 2016.
- L'inflation générale des prix à la consommation resterait limitée à 0,5 % en 2015 mais elle remonterait à 1,6 % en 2016.
- Estimé à 3,2 % en 2014, le déficit budgétaire des administrations publiques diminuerait à 2,9 % du PIB en 2015 et 2,3 % du PIB en 2016.

... *Ralentissement temporaire de la reprise mondiale en début d'année*

rapport au trimestre précédent). Les exportations ont également diminué en début d'année alors que les importations ont augmenté. Les créations d'emplois ont par ailleurs ralenti au 1er trimestre. Dans les autres pays avancés, la croissance économique a plutôt eu tendance à se renforcer. Le Japon est ainsi sorti de récession au dernier trimestre 2014 et sa croissance s'est accélérée au 1er trimestre 2015 (+ 1,0 % par rapport au trimestre précédent). L'activité nipponne a en particulier bénéficié d'un rebond de l'investissement (+ 1,6 % par rapport au trimestre précédent) tandis que la hausse de la consommation fut plus limitée (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent). La contribution des stocks à la croissance fut importante (+ 0,5 point de pourcentage) tandis que celle des exportations nettes fut nulle. En ce qui concerne la zone euro, le volume du PIB de l'ensemble de la zone a augmenté au 1er trimestre à un rythme similaire à celui du dernier trimestre 2014 (+ 0,4 % par rapport au trimestre précédent), soutenu par la demande intérieure qui s'est renforcée par rapport au trimestre précédent. La consommation privée (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent) et l'investissement (+ 0,8 % par rapport au trimestre précédent) ont en effet inscrit une croissance plus élevée qu'au dernier trimestre 2014. En revanche, la progression des exportations a ralenti, entraînant une contribution négative des exportations nettes à la croissance. Au sein de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne, la croissance économique s'est raffermie dans tous les principaux pays. En France et en Italie, la croissance positive du début d'année marque une rupture avec l'évolution très morose enregistrée en 2014. En France, la croissance de 0,6 % par rapport au trimestre précédent est la plus élevée depuis le deuxième trimestre 2013. En Italie, une croissance trimestrielle de 0,3 % n'avait plus été observée depuis début 2011. En Espagne, le rythme de croissance s'est renforcé pour le troisième trimestre consécutif (+ 0,9 % par rapport au trimestre précédent). En ce qui concerne l'Allemagne, son taux de croissance trimestriel fut de seulement 0,2 % au 1er trimestre, contre 0,7 % au quatrième trimestre 2014.

De fortes divergences dans l'évolution récente de l'activité sont également apparues entre les principaux pays émergents. En Inde, grâce à la vigueur de la consommation et de l'investissement, la croissance s'est à nouveau relevée au 1er trimestre, en affichant 7,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. En Chine, en revanche, malgré une croissance toujours soutenue au 1er trimestre (+ 7,0 % par rapport à la même période de l'année précédente), l'activité continue à ralentir. Au Brésil, la crise politique continue de peser sur l'activité, laquelle s'est contractée de 1,1 % en glissement annuel, ce résultat constituant le quatrième trimestre consécutif de baisse. Les exportations et toutes les composantes de la demande intérieure sont en baisse par rapport à leur niveau un an plus tôt. En Russie, les données officielles de croissance n'étaient pas disponibles au moment de la clôture de la présente étude, mais certaines données préliminaires suggèrent que l'activité s'est contractée de 1,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le commerce extérieur a été largement freiné par les sanctions éco-

... Ralentissement temporaire de la reprise mondiale en début d'année

nomiques en vigueur, la consommation n'a que peu progressé et l'investissement continue à se contracter.

Les valeurs récentes des indicateurs avancés tirés d'enquêtes tendent à indiquer que l'économie mondiale devrait retrouver une évolution plus favorable à l'avenir.

Dès lors que la situation économique de plusieurs pays émergents importants demeure affaiblie, l'expansion économique mondiale au cours des prochains trimestres serait surtout tirée par les pays les plus avancés et par l'économie américaine en particulier. Le ralentissement de l'activité aux États-Unis en début d'année semble en effet être dû en grande partie à des facteurs temporaires tels que des intempéries hivernales plus importantes que d'habitude et des mouvements de grève qui ont bloqué l'activité de plusieurs ports de la côte est. Les déterminants fondamentaux de la demande intérieure restent solides et ils devraient permettre une progression marquée de l'activité (+ 2,2 %) en 2015. La confiance des ménages se maintient à un niveau élevé et le taux de chômage se rapproche de son taux naturel. Malgré des signaux conjoncturels de plus en plus encourageants, la

Tableau 1.
Perspectives internationales
(pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, sauf indications contraires)

Sources : Macrobond, Belgostat
Prévisions : IRES

	2011	2012	2013	2014	2015p	2016p
Produit intérieur brut						
Etats-Unis	1,6	2,3	2,2	2,4	2,2	3,1
Japon	-0,4	1,7	1,6	-0,1	1,2	1,6
Zone euro	1,7	-0,8	-0,3	0,9	1,4	2,0
Prix à la consommation						
Etats-Unis	3,1	2,1	1,5	1,6	0,2	2,1
Japon	-0,3	0,0	0,4	2,7	0,6	1,0
Zone euro	2,7	2,5	1,3	0,4	0,4	1,5
Commerce mondial	6,5	2,2	2,6	3,4	4,2	5,2
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	111,5	112,0	109,0	100,0	63,0	68,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)						
Etats-Unis ²	0,00	0,00	0,00	0,00	0,50	1,25
Zone euro ³	1,00	0,75	0,25	0,05	0,05	0,05
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)						
Etats-Unis	0,50	0,30	0,20	0,15	0,70	1,50
Zone euro	1,30	0,10	0,20	0,00	0,00	0,00
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)						
Etats-Unis	2,00	1,70	2,90	2,20	2,80	3,80
Allemagne	1,90	1,20	1,80	0,60	1,10	1,80
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,32	1,31	1,37	1,23	1,10	1,10

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour États-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire (États-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne : emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

... Ralentissement temporaire de la reprise mondiale en début d'année

croissance de la zone euro serait encore modeste en 2015 (prévue à 1,3 %). La demande intérieure devrait continuer à se renforcer et elle devrait ainsi contribuer de façon plus importante à la croissance de l'activité dans la zone monétaire. Au Japon, l'augmentation des salaires réels et la faiblesse du yen devraient bénéficier à l'activité. Enfin, le maintien de politiques monétaires accommodantes ainsi que le faible niveau du prix du pétrole devraient soutenir l'activité des zones économiques les plus avancées.

Dans les pays émergents, les perspectives de croissance à court terme sont plus mitigées. Grâce au raffermissement de l'activité attendu dans les pays les plus avancés, la situation économique des pays émergents devrait néanmoins s'améliorer progressivement. L'activité économique mondiale et le commerce international devraient dès lors se renforcer davantage en 2016.

Amélioration progressive de la conjoncture économique en Belgique

Au 1er trimestre 2015, l'économie belge a progressé de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, soit un rythme légèrement plus élevé que celui enregistré au dernier trimestre 2014 (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). La croissance a bénéficié d'une hausse modérée de la demande intérieure, après que celle-ci se soit fortement contractée fin 2014. En raison d'un recul de la formation brute de capital fixe, l'augmentation de la demande intérieure fut cependant modeste en début d'année (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). L'investissement des entreprises a ainsi baissé (- 0,9 % par rapport au trimestre précédent) pour le deuxième trimestre consécutif tandis que l'investissement des ménages a reculé de 0,6 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, les dépenses de consommation privée ont conservé une croissance soutenue (+ 0,7 % par rapport au trimestre précédent) tandis que la consommation publique a marqué un léger recul. En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations et les importations ont progressé en parallèle (de respectivement + 0,5 % et + 0,3 % par rapport au trimestre précédent), après avoir fortement baissé au 4ème trimestre 2014. Compte tenu de leurs évolutions respectives, la contribution nette du commerce extérieur à la croissance fut de + 0,2 point de pourcentage au 1er trimestre.

Grâce au raffermissement de l'activité économique qui se poursuit, le marché du travail retrouve progressivement des conditions propices à sa croissance, même si celle-ci fut encore relativement modérée en début d'année. L'emploi national a ainsi augmenté de 7.600 unités au premier trimestre 2015, après avoir enregistré une hausse de plus de 24.000 unités en 2014. L'évolution récente de l'emploi diverge cependant entre les différents secteurs. L'emploi a de nouveau augmenté dans le secteur des services (+ 11.700 unités) tandis que l'industrie et la construction ont enregistré de nouvelles pertes nettes d'emplois, de respectivement 2.800 et 900 unités. Le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés a diminué en début d'année. En avril 2015, le taux de chômage harmonisé Eurostat se maintenait à 8,5 %, soit le même niveau qu'en janvier 2015.

Au cours des mois récents, l'inflation s'est relevée, interrompant de la sorte la tendance désinflationniste observée depuis la seconde moitié de 2014. Ainsi, alors que l'inflation générale s'établissait encore à - 0,4 % (sur un an) en mars 2015, elle a atteint 0,6 % en mai et juin 2015. Le retour d'une inflation positive en glissement annuel est en partie la conséquence de la dissipation de l'impact de la réduction de la TVA sur l'électricité qui a pris cours en avril de l'année passée. La croissance des prix de l'électricité est ainsi passée de - 7,7 % (sur un an) en mars à 5,2 % (sur un an) en avril. De plus, l'évolution positive du prix du pétrole sur les marchés internationaux a entraîné un rebond des prix de l'essence et du diesel, de respectivement 11,5 % et 5,3 % entre février et juin 2015. La plupart des autres catégories de biens et services, à l'exception des loyers, ont également contribué

... Amélioration progressive de la conjoncture économique en Belgique

à la hausse des prix. L'inflation sous-jacente est ainsi passée de 1,0 % en mars à 1,2 % en mai et 1,3 % en juin.

Au vu de ces évolutions récentes, les perspectives économiques de la Belgique nous apparaissent aujourd'hui plus favorables qu'elles ne l'étaient il y a 3 mois. Les résultats récents des enquêtes de conjoncture menées par la Banque nationale de Belgique confirment cette amélioration. La confiance des entreprises s'est en effet renforcée. C'est tout particulièrement le cas dans l'industrie et dans les services aux entreprises, où la confiance est redevenue supérieure à sa moyenne de long terme. Le moral des ménages a également connu un rebond et il dépasse également, depuis mai, sa moyenne de long terme.

Croissance de l'activité modérée en 2015 mais plus soutenue en 2016

Au vu du contexte conjoncturel actuel, l'activité économique devrait continuer à se renforcer sur la période de projection. La croissance du PIB devrait atteindre 1,2 % en 2015 avant de se raffermir davantage en 2016, pour atteindre 1,9 %. A l'avenir, la croissance de l'activité devrait bénéficier aussi bien d'un renforcement de la demande intérieure que des échanges commerciaux.

Au vu de l'amélioration de la confiance des ménages observée au cours des mois récents, la consommation privée devrait augmenter de façon significative sur la période de projection. La progression du pouvoir d'achat des ménages devrait cependant rester lente. En 2015, malgré le rétablissement de la situation du marché du travail et la faiblesse de l'inflation, la croissance du pouvoir d'achat serait limitée à + 1,0 % en raison du blocage des salaires. En 2016, des augmentations de salaires pourront à nouveau être octroyées, à hauteur de maximum 0,67 %, mais la hausse du pouvoir d'achat serait réduite par une inflation plus élevée (+ 1,6 %) et par la décision du gouvernement de suspendre la prochaine indexation salariale. Le revenu disponible réel des ménages n'augmenterait ainsi que de 1,2 % en 2016. Etant donné le regain d'optimisme des ménages, nous prévoyons une baisse du taux d'épargne sur la période de projection. De la sorte, la consommation privée afficherait une croissance supérieure à celle du pouvoir d'achat, de 1,6 % en 2015 et 1,5 % en 2016.

L'investissement résidentiel devrait également progresser sur l'horizon de projection. La baisse observée au début de cette année peut en partie être imputée à un phénomène de correction trouvant son origine dans la modification du bonus logement qui est devenu moins avantageux. Cette modification a en effet pu engendrer un effet d'anticipation, gonflant ainsi l'investissement au quatrième trimestre 2014. Les permis de bâtir sont ainsi en baisse de 40 % sur les mois de janvier et février par rapport à la même période de l'année passée tandis que le nombre de crédits hypothécaires réalisés a également fortement diminué. Etant donné le plus grand optimisme des ménages et les perspectives de pouvoir d'achat mentionnées ci-dessus, la demande d'investissement des ménages devrait se raffermir à l'avenir. L'amélioration du contexte conjoncturel devrait notamment amener les ménages à réaliser des investissements reportés par le passé. Le niveau toujours très bas des taux d'intérêt devrait également contribuer à relancer l'investissement résidentiel, en espérant que les banques se montreront moins restrictives à l'avenir dans leurs conditions d'octroi de crédit. La perspective d'une reprise de l'investissement résidentiel s'observe également dans les enquêtes auprès des entreprises, la confiance des chefs d'entreprise du secteur de la construction étant en hausse depuis avril. La croissance de l'investissement résidentiel s'établirait ainsi à 0,4 % en 2015 et à 2,0 % en 2016.

Étant donné que les entreprises ont retrouvé des anticipations nettement plus favorables, leurs dépenses d'investissement devraient s'intensifier sur la période de projection. Ce devrait notamment être le cas dans l'industrie où le taux d'utilisation

... Croissance de l'activité modérée en 2015 mais plus soutenue en 2016

des capacités de production est en hausse pour le troisième trimestre consécutif et se retrouve depuis avril légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période. De plus, les industriels ont constaté au cours des derniers mois une augmentation significative du volume de l'ensemble de leurs commandes et de leurs commandes à l'exportation en particulier. La pression accrue sur les ressources existantes devrait inciter les entreprises à entreprendre des investissements d'extension, en particulier si la demande continue à se raffermir. Les entreprises devraient par ailleurs bénéficier d'un assouplissement des conditions d'octroi de crédits ainsi que des faibles taux d'intérêt. Malgré ces perspectives de reprise, la croissance de l'investissement des entreprises resterait négative (- 0,8 %) en 2015, en raison d'un effet de seuil fortement négatif (- 1,1 %) pour 2015. Sa croissance moyenne en 2016 serait en revanche positive, à 4,8 %.

L'application du Pacte européen de stabilité et de croissance impose à la Belgique de continuer à réduire son déficit budgétaire. La croissance des dépenses publiques devrait dès lors rester limitée sur l'horizon de projection même si, grâce au raffermissement de l'activité économique, les efforts à consentir devraient probablement être moins importants que ceux réalisés au cours des années récentes.

L'amélioration du climat conjoncturel international et, plus particulièrement, des perspectives économiques des principaux marchés d'exportation de la Belgique devraient se refléter dans une hausse de la demande extérieure sur l'horizon de projection. Prochainement, les exportations belges devraient également profiter de la dépréciation passée de l'euro face au dollar. En effet, étant donné que les échanges extérieurs s'ajustent avec un retard parfois important aux variations des taux de change, il est très probable que l'impact de l'affaiblissement de la monnaie européenne sur les exportations belges n'ait été que très limité jusqu'à présent. Cet impact devrait donc augmenter à l'avenir. L'augmentation très significative du volume des carnets de commandes étrangères des entreprises industrielles depuis février signale également que les exportations devraient retrouver une croissance plus soutenue sur l'horizon de projection. Malgré un effet de seuil très négatif (- 0,5 % sur un an), les exportations belges augmenteraient de 1,8 % en moyenne en 2015. En 2016, le renforcement attendu de l'activité économique mondiale engendrerait une hausse de 5,7 % en moyenne.

Étant donné que les entreprises industrielles belges sont fortement impliquées dans le commerce européen intra-branches, le relèvement attendu de la croissance des exportations belges devrait s'accompagner d'une accélération parallèle des importations. Sur la période de projection, la croissance des importations devrait également être soutenue par le raffermissement attendu de la demande intérieure. Au total, les importations de biens et services progresseraient de 1,6 % en moyenne en 2015 et de 5,9 % en 2016.

En conséquence de l'évolution des échanges extérieurs indiqués ci-dessus, la contribution nette du commerce extérieur serait positive en 2015 (+ 0,2 point de pourcentage) mais elle deviendrait négative en 2016 (- 0,2 point de pourcentage).

Le renforcement de la croissance attendu pour 2015 et 2016 devrait se traduire par une progression plus marquée de l'emploi que celle observée au cours des années récentes. Selon les indicateurs d'enquêtes, les perspectives d'embauches sont surtout en hausse dans les services aux entreprises. Dans l'industrie, les entreprises restent prudentes. On prévoit cependant que si leur activité continue à se raffermir, leurs besoins en main d'œuvre devraient s'accroître. L'activité dans l'intérim continue par ailleurs à croître, au point d'atteindre en avril son niveau de septembre 2008. La croissance attendue du volume de l'activité économique ne devrait cependant pas complètement se transmettre en nouveaux emplois. En effet, le nombre d'emplois créés dépendra également de l'évolution de la productivité du travail et de la durée moyenne du temps de travail. A propos de la productivité du travail, étant donné qu'elle atteint à peine le niveau d'avant crise, il est sup-

... Croissance de l'activité modérée en 2015 mais plus soutenue en 2016

posé qu'elle devrait se raffermir sur l'horizon de projection. La durée moyenne du temps de travail ayant stagné en 2014, nous nous attendons également à ce qu'elle augmente avec le raffermissement de l'activité. Le *nombre d'emplois* devrait dès lors augmenter proportionnellement moins que le *volume de travail*¹. La croissance de l'emploi devrait en revanche continuer à être soutenue par le système des titres-services, même si le nombre de titres utilisés tend à stagner depuis quelques mois. Le plan «*Activa*» devrait également favoriser la création d'emplois : au 1er trimestre, 38.000 paiements ont été effectués dans le cadre de ce programme, dont 9.400 concernaient des personnes peu qualifiées de moins de 30 ans. Au total, compte tenu de ces différents éléments, 22.600 nouveaux emplois seraient créés, en termes nets, endéans 2015 et 45.400 endéans 2016.

Sur la période de projection, en plus des effets démographiques habituels, l'évolution de la population active sera affectée par les nouvelles mesures gouvernementales qui, depuis le début de cette année, imposent aux travailleurs âgés de plus de 60 ans de s'inscrire comme demandeurs d'emplois. Ces nouvelles dispositions auront pour effet de gonfler la population active, qui devrait croître de 0,3 % en 2015 et 0,4 % en 2016. La croissance prévue de l'emploi étant supérieure à celle de la population active, le chômage reculerait sur la période de projection, d'une manière encore limitée en 2015 mais plus significative en 2016. On prévoit ainsi une baisse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de 11.900 unités endéans 2015 et 14.600 unités endéans 2016. Le taux de chômage harmonisé *Eurostat* atteindrait ainsi 8,1 % fin 2016.

Risques

Plusieurs risques pourraient impliquer une révision à la baisse de nos prévisions. Un premier risque découle du resserrement attendu de la politique monétaire américaine qui, s'il entraîne un fort ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents, pourrait mettre en difficulté les pays accusant un déficit extérieur courant et, par contagion, d'autres pays émergents. Si c'est le cas, des turbulences plus ou moins fortes pourraient secouer les marchés financiers internationaux. Le resserrement de la politique monétaire américaine pourrait également provoquer un fort recul du prix des actifs boursiers et des actifs obligataires dans les pays les plus avancés. En deuxième lieu, les difficultés financières de la Grèce demeurent une menace pour l'économie de la zone euro qui, malgré le renforcement observé au cours de mois récents, reste fragile. Une recrudescence des tensions géopolitiques à l'est de l'Ukraine ou dans les pays du Moyen-Orient constitue un troisième risque, dans la mesure où ces événements pourraient mettre en péril la relative stabilité des prix pétroliers attendue sur l'ensemble de la période de projection. Enfin, notre scénario se base sur un renforcement de la confiance des ménages et des entreprises tant en zone euro qu'en Belgique. Un nouveau revirement de la confiance des consommateurs ou des entreprises aurait certainement pour effet de compromettre la reprise économique en Belgique et au sein de la zone euro. La conversion de la croissance économique en nombre d'emplois créés reste particulièrement sensible à l'évolution des attentes des entreprises.

¹ Le terme "volume de travail" désigne le nombre total d'heures prestées par les personnes en emploi. Le volume de travail évolue en fonction du nombre de personnes en emploi et de la durée moyenne de temps de travail prestée par ces personnes.

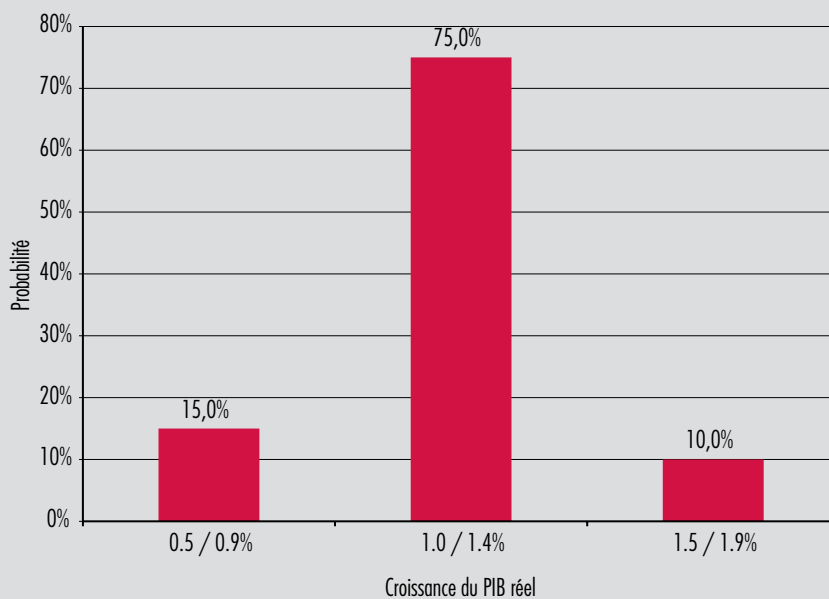
ENCADRÉ 2

**La prévision...
au-delà du chiffre de
croissance du PIB**

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

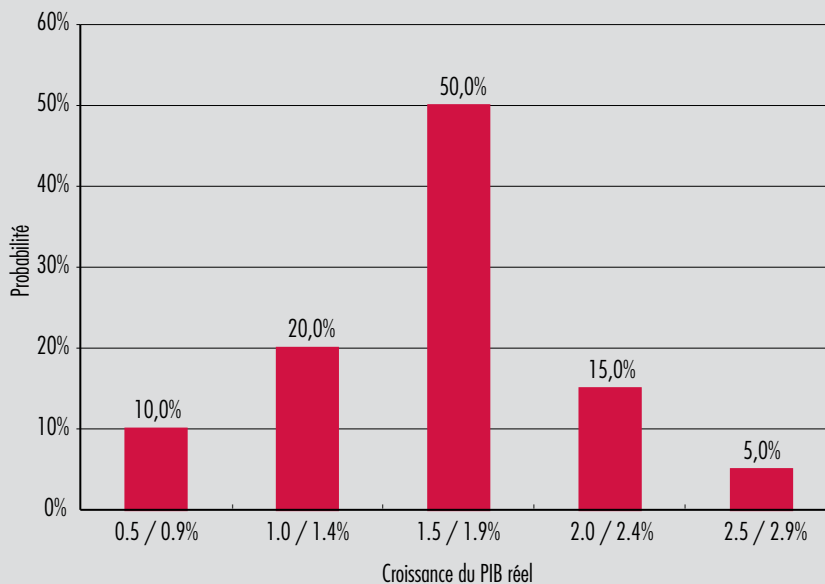
Graphique A. Prévisions 2015

Source : IRES, Service d'analyse économique



Graphique B. Prévisions 2016

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN, Belgostat, INS
Calculs et prévisions : IRES

	2011	2012	2013	2014	2015p	2016p
PIB	1,7	0,1	0,3	1,1	1,2	1,9
Consommation privée	0,6	0,8	0,3	0,9	1,6	1,5
Consommation publique	0,8	1,4	1,1	1,0	0,5	0,7
Investissement	4,0	0,0	-2,1	5,1	0,0	4,1
Entreprises	5,2	-0,4	-1,2	6,8	-0,8	4,8
Ménages	1,4	-0,5	-3,5	0,7	0,4	2,0
Administrations	2,5	3,4	-4,3	4,3	4,0	4,1
Demande intérieure (hors variation des stocks)	1,4	0,8	0,0	1,9	0,9	1,9
Variations des stocks ¹	0,9	-0,8	-0,7	-1,0	0,1	0,2
Demande intérieure totale	2,3	0,0	-0,7	0,9	1,0	2,1
Exportations de biens et services	6,6	1,9	2,9	3,8	1,8	5,6
Importations de biens et services	7,4	1,8	1,7	3,6	1,6	5,9
Exportations nettes ¹	-0,6	0,1	1,0	0,2	0,2	-0,2
Prix à la consommation	3,5	2,8	1,1	0,3	0,5	1,6
Indice "santé"	3,1	2,7	1,2	0,4	0,9	1,5
Revenu disponible réel des ménages	-0,9	-0,2	-0,3	1,5	1,0	1,2
Taux d'épargne des ménages ²	14,5	13,8	13,4	13,9	13,5	13,2
Emploi intérieur	1,4	0,3	-0,3	0,4	0,5	0,7
Demandeurs d'emploi inoccupés	-3,7	2,5	4,3	2,3	-1,7	-2,1
Taux de chômage ³	7,3	7,7	8,4	8,5	8,4	8,2
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-3,9	-4,1	-2,9	-3,2	-2,9	-2,3

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart, avec la collaboration de Gautier Attanasi, Rytis Bagdziunas, Sébastien Fontenay, Vanessa Lutgen, Joël Machado, et Alexandre Ounnas. A l'exception de Gautier Attanasi et Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont chercheurs à l'IRES. Gautier Attanasi et Rytis Bagdziunas sont chercheurs au CORE.

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Muriel Dejemeppe, Frédéric
Docquier, Jean Hindriks, Marthe Nyssens,
William Parienté, Mikael Petitjean

Secrétariat & logistique : Anne Davister

Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013